

19 April 2025

Français / English

United Nations Group of Experts On

Geographical Names

2025 session

New York, 28 April – 2 May 2025

Item 3 (a) of the provisional agenda *

Reports of the Bureau and the Secretariat: Report of the Chair

Rapport du Président :

Repartir des fondements du GENUNG **

Présenté par Pierre Jaillard (France), Chair

* GEN.2/2025/1

** Prepared by the Chair of the United Nations Group of Experts on Geographical Names, Pierre Jaillard.

Table des matières

1. Bases et orientations fondamentales du GENUNG	4
Règlement intérieur.....	4
Charte des Nations unies	4
Priorités de l’ECOSOC et Objectifs de développement durable	4
2. Protection et préservation du patrimoine toponymique.....	5
Nouvelle décision sur les exonymes	5
Groupe de travail sur les noms géographiques en tant que patrimoine culturel	5
3. Partenariats pour la normalisation des noms géographiques	5
Secrétariat général de l’ONU.....	5
Services géographiques.....	5
Services linguistiques	5
CENU-GIGM	5
Recensement de bonnes pratiques nationales	5
Identifiant unique des villes	6
UNESCO et Instance permanente des Nations unies sur les questions autochtones	6
Commission économique pour l’Afrique.....	6
4. Activité propre des organes du GENUNG.....	6
Divisions linguistiques ou géographiques	6
Groupes de travail et coordinateurs.....	6
Bureau et Secrétariat	6
5. Orientation des méthodes de travail vers la décision	7
Nature et portée des décisions prises par le GENUNG	7
Processus d’adoption	7
Nom des textes	7
Portée juridique	8
Meilleure valorisation des décisions prises	8
6. Plan stratégique et enjeux d’avenir	8
7. Point à discuter	9

1. Fundamental principles and guidelines of UNGEGN	10
Rules of procedure	10
United Nations Charter.....	10
ECOSOC priorities and Sustainable Development Goals.....	10
2. Protection and preservation of toponymic heritage.....	10
New decision on exonyms	11
Working Group on Geographical Names as Cultural Heritage	11
3. Partnerships for the standardization of geographical names.....	11
UN General Secretariat	11
Geographical Services	11
Language services	11
UN-GGIM	11
Identification of good national practices.....	11
Unique identifier for cities	11
UNESCO and the United Nations Permanent Forum on Indigenous Issues	11
Economic Commission for Africa.....	12
4. Specific activities of UNGEGN bodies.....	12
Linguistic or Geographical Divisions.....	12
Working Groups and Coordinators.....	12
Bureau and Secretariat	12
5. Decision-oriented working methods	13
Nature and scope of UNGEGN decisions.....	13
Adoption process.....	13
Names of texts.....	13
Legal scope	13
Better recognition of decisions taken	13
6. Strategic plan and future challenges	14
7. Point for discussion	14

1. Bases et orientations fondamentales du GENUNG

Règlement intérieur

Le GENUNG a été refondé en 2017 sur 7 « buts », 4 « principes » et 10 « objectifs », adoptés par le Conseil économique et social des Nations unies dans le Règlement intérieur de 2018. Ces buts et principes sont de nature très différente. La plupart concernent les procédures du GENUNG et l'organisation de la normalisation des noms géographiques. Deux rangent au même niveau les 211 « résolutions adoptées par les précédentes Conférences » en cinquante-huit ans et celles du « nouveau GENUNG » (I, f ; III, b ; voir aussi article 1^{er}, alinéa 2).

Un seul (I, g) a trait aux bases conceptuelles de la normalisation des noms géographiques : il assigne pour « but » au GENUNG « de souligner, conformément à la Charte des Nations unies et dans le respect de l'égalité des langues, l'importance des noms géographiques en tant qu'éléments du patrimoine historique et culturel et de l'identité des nations ». Cet alinéa répond notamment officiellement et clairement à la question parfois encore posée ici ou là de l'exclusion du patrimoine culturel de telle ou telle catégorie de noms géographiques.

Charte des Nations unies

Cet alinéa se réfère aussi à la Charte des Nations unies. Celle-ci ne traite des langues que pour exclure toute discrimination fondée dessus (articles 1^{er}, 13, 55 et 76), ce qui annonçait dès 1945 la proclamation de l'égalité entre elles. Elle ne cite pas les noms géographiques, le patrimoine, l'histoire ou l'identité des nations, mais bien la « culture intellectuelle », comme domaine de coopération internationale (articles 13, 55, 57 et 62), et les « cultures » particulières, comme objets de respect (article 73). L'invocation de la Charte des Nations unies en matière de noms géographiques ne peut donc se référer qu'à ces notions de culture ou aux « buts » généraux des Nations unies, qu'il est bon de rappeler (article 1^{er}) :

1. « Maintenir la paix et la sécurité internationales [...] ;
2. « Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde ;
3. « Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinctions de race, de sexe, de langue ou de religion ;
4. « Être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes ».

Au regard de ces buts, la normalisation des noms géographiques peut se prévaloir de son importance pour la coopération opérationnelle et de sa contribution à l'établissement des conditions de la paix : elle doit contribuer aux droits des peuples à la fois sur leurs propres noms et sur leurs propres langues.

Priorités de l'ECOSOC et Objectifs de développement durable

Le GENUNG rapporte régulièrement à l'ECOSOC, principalement à deux occasions annuelles : le Forum politique de haut niveau à l'été, auquel le GENUNG contribue par écrit, et la séquence de coordination au printemps, à laquelle il contribue le plus souvent oralement. Il rappelle toujours les enjeux des noms géographiques au regard de ces buts généraux des Nations unies, avant de présenter quelques réalisations concrètes, le tout en lien avec le thème annuel de l'ECOSOC, qui découle des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

Parmi ces objectifs, le GENUNG invoque régulièrement dans ce cadre la cible 11.4, « Renforcer les efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial », et l'objectif 17, « Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement et le revitaliser ».

2. Protection et préservation du patrimoine toponymique

La valeur patrimoniale des noms géographiques apparaissant donc comme fondamentale pour le GENUNG, des décisions doivent être présentées à la session de 2025 à propos de deux sujets en lien avec elle.

Nouvelle décision sur les exonymes

Deux décisions des deux dernières sessions du GENUNG ont confirmé « la reconnaissance des exonymes comme faisant partie du patrimoine culturel » et la nécessité « d'émettre une recommandation » qui « concilie les résolutions actuelles sur les exonymes » et cette reconnaissance (2021/12 et 2023/16). L'affirmation de cette nécessité suppose évidemment celle de l'incompatibilité entre ces résolutions et le caractère patrimonial des exonymes ; elle implique donc de confirmer, de préciser ou de compléter les restrictions déjà apportées, d'une part à ces résolutions (1972/II/31, 1977/III/19, 1982/IV/20), d'autre part au caractère patrimonial des noms géographiques (2012/X/3). Le Groupe de travail sur les exonymes a « poursuivi les discussions pour y parvenir » (2023/16).

Groupe de travail sur les noms géographiques en tant que patrimoine culturel

Parallèlement, le Bureau s'est attaché à revitaliser le Groupe de travail sur les noms géographiques en tant que patrimoine culturel. Une coopération entre ce groupe de travail et celui sur les exonymes reste en effet nécessaire, notamment pour « examiner les différentes fonctions des endonymes et des exonymes et le rôle qu'ils jouent en tant qu'éléments d'un patrimoine culturel donné » (2021/12).

Un projet mobilisateur a été identifié avec l'UNESCO autour des noms géographiques de l'Arctique, dont beaucoup relèvent de langues seulement orales et sont en outre menacés par le changement climatique.

3. Partenariats pour la normalisation des noms géographiques

Au plan institutionnel, le GENUNG coopère avec plusieurs instances de l'ONU.

Secrétariat général de l'ONU

Services géographiques

Des relations suivies sont établies de longue date avec la Section de l'information géospatiale, pour la refonte de la Base de données mondiale des noms géographiques.

Services linguistiques

Une première réunion avec la division de la documentation et le service d'interprétation s'est tenue en avril 2025, pour présenter le GENUNG, ses recommandations en matière de noms de pays et d'exonymes, et ses attentes en matière de traduction et d'interprétation. Il a été convenu pour l'avenir d'en tenir une quelques mois avant chaque session.

CENU-GIGM

Recensement de bonnes pratiques nationales

Le Cadre d'information géospatiale intégrée¹ du CENU-GIGM encourage les instituts géographiques nationaux à associer à leurs processus les autorités nationales de normalisation des noms de lieux. En 2022, notre Bureau a proposé au CENU-GIGM d'engager ensemble un recensement et une mise en valeur des bonnes pratiques en la matière. Ce projet collaboratif a été lancé effectivement en 2024 sous une direction indonésienne et américaine, et un questionnaire a été diffusé en mars 2025. Des premières conclusions sont attendues dès avant la session du CENU-GIGM d'août 2025.

¹ <https://ggim.un.org/IGIF/>.

Identifiant unique des villes

C'est aussi en lien avec le CENU-GIGM que le Groupe de travail sur la gestion des noms géographiques a élaboré le projet d'identifiant unique des villes qui sera proposé cette année pour adoption aux sessions des deux organismes.

UNESCO et Instance permanente des Nations unies sur les questions autochtones

Les relations avec l'UNESCO se sont fortement accrues à l'occasion de la Décennie internationale des langues autochtones (2022 – 2032), qui a amené des participations à des événements organisés dans ce cadre et à une réunion du Groupe d'action mondial permettant de mieux nous connaître.

Ces événements ont aussi permis des relations avec l'Instance permanente des Nations unies sur les questions autochtones.

Commission économique pour l'Afrique

La coopération avec la Commission économique pour l'Afrique n'a donné lieu à aucune action concrète depuis 2023, en raison de l'absence de coordinateur de l'Équipe spéciale pour l'Afrique depuis lors. Une proposition de nomination d'un nouveau coordinateur doit être faite à la session de 2025.

4. Activité propre des organes du GENUNG

L'un des principes du GENUNG rappelle que « la normalisation internationale des noms géographiques doit être fondée sur la normalisation nationale » (Règlement intérieur, II, 4, b). Il y a donc lieu de présenter l'activité du GENUNG en commençant par les divisions linguistiques ou géographiques.

Divisions linguistiques ou géographiques

Les divisions linguistiques ou géographiques sont invitées deux fois par an depuis 2021 à des visioconférences avec le Bureau. La plupart y participent effectivement. Hormis la dernière réunion, consacrée à la préparation de la présente session, ces réunions sont l'occasion :

- d'échanger librement sur l'activité de chacune et de partager les réalisations des unes pouvant inspirer les projets des autres ;
- pour le Bureau, de rappeler les orientations prises en commun lors des sessions et d'appeler chacune à y contribuer.

Groupes de travail et coordinateurs

Les groupes de travail ont été réorganisés en 2023, dans la continuité de l'audit de l'ECOSOC sur ses organes subsidiaires en 2022. Les nouveaux périmètres de ceux qui ont été modifiés se sont mis en place sans difficulté d'organisation.

Il reste néanmoins nécessaire de veiller en permanence à la bonne adéquation de l'organisation aux enjeux rencontrés et aux forces disponibles pour les traiter. Le Bureau s'efforce d'accompagner ou de stimuler les experts concernés en fonction des besoins perçus.

Bureau et Secrétariat

Le bureau élu pour quatre ans en 2023 ne diffèrait du précédent que par le remplacement de Trent Palmer (États-Unis) par Ana Cristina Resende (Brésil) comme rapporteur. Depuis lors, Susan Birtles (Australie) a dû quitter la vice-présidence et j'ai été amené à décider de son remplacement conformément à notre Règlement intérieur, en tenant compte d'une certaine représentativité géographique du Bureau, et sous réserve de confirmation par la présente session. Elle a donc été remplacée comme telle par Wendy Shaw (Nouvelle-Zélande), précédemment rapporteur, elle-même remplacée comme telle par Majdi Hamed Al-Harbi (Arabie saoudite) :

	2021 – 2023	2023 – 2025
Président :	Pierre Jaillard (France)	Pierre Jaillard (France)
Vice-présidents :	Sungjae Choo (République de Corée) Susan Birtles (Australie)	Sungjae Choo (République de Corée) Susan Birtles (Australie), puis Wendy Shaw (Nouvelle-Zélande)
Rapporteurs :	Trent Palmer (États-Unis) Wendy Shaw (Nouvelle-Zélande)	Wendy Shaw (Nouvelle-Zélande), puis Majdi Hamed Al-Harbi (Arabie saoudite) Ana Cristina Resende (Brésil)

Le Bureau s'est réuni une quinzaine de fois depuis la session de 2023, alternativement seul ou avec les animateurs de groupes de travail, les coordinateurs et les anciens présidents. Tous les participants font preuve d'un engagement soutenu au service du GENUNG, et le Secrétariat du GENUNG au sein du Secrétariat des Nations unies constitue pour eux un appui constant et professionnel.

5. Orientation des méthodes de travail vers la décision

La session de 2023 a manifesté de profondes incompréhensions, qui doivent être dissipées, quant à l'environnement institutionnel et aux compétences propres du GENUNG créé par la résolution 2018/2 de l'ECOSOC par rapport à ceux de l'ancien GENUNG et des anciennes Conférences des Nations unies sur la normalisation des noms géographiques.

Nature et portée des décisions prises par le GENUNG

Processus d'adoption

Le Règlement intérieur prévoit deux processus de prise de décision du GENUNG, hormis les décisions du Président :

- les dispositions sur des « questions de procédure », qui devraient être prises « par consensus » mais peuvent être « mises aux voix » « en l'absence de consensus » (principe 1 et article 25, 2) ;
- les dispositions sur toute autre question, « qui ont valeur de recommandations », qui sont prises « par consensus » et doivent être « réétudiées et présentées à nouveau » « en l'absence de consensus » (principes 1 et 2, et article 25, 1).

Le principe 2 dispose aussi que « Le Groupe d'experts soumet pour approbation finale au Conseil économique et social ses décisions ». Mais l'article 49 précise « qu'aucun amendement [au Règlement intérieur] ne prend effet tant qu'elle n'a pas été approuvée par l'ECOSOC », ce qui suppose que d'autres dispositions peuvent prendre effet sans cette approbation finale.

Nom des textes

Or, le Règlement intérieur emploie plusieurs appellations sans les définir précisément : *décisions* (II, 2 ; articles 14, 27 et 49), *résolutions* (I, f ; III, b), *recommandations* (article 5). En pratique, le Groupe d'experts a dénommé jusqu'à présent :

- *recommandations* ses projets de décisions importantes, soumis pour approbation finale à l'ECOSOC, parce qu'il « recommandait » à celui-ci de les approuver, comme celles que vise l'article 5 ;
- *décisions* ses textes de moindre importance.

Mais ces appellations expriment en elles-mêmes une hiérarchie inversée, et elles entraînent manifestement une sérieuse confusion. De plus, elles sont contradictoires avec le principe 2, puisque ce ne sont pas les *décisions*, mais les *recommandations* qui sont « soumises pour approbation finale à l'ECOSOC ».

Une tentative en 2025, avec le Secrétariat (département des affaires économiques et sociales et département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences) et avec le Bureau, de clarifier et de simplifier les appellations des décisions du GENUNG a échoué faute de la formalisation attendue du Secrétariat, et elle doit être abandonnée.

Il est donc proposé au GENUNG de saisir le Bureau des affaires juridiques afin de valider une distinction :

- qui réserverait l'appellation de *décision* à celles qui sont soumises pour approbation finale à l'ECOSOC et qui ont valeur de recommandations pour les États membres, conformément au principe 2, ou de décisions de l'ECOSOC au sujet du GENUNG ;
- qui dénommerait les autres textes, selon leur nature et leur portée, *résolutions* (pour celles que le GENUNG entend mettre en œuvre lui-même), *déclarations* (pour celles qui explicitent des situations ou des sentiments) ou toute autre appellation appropriée.

Portée juridique

À cette occasion, le Bureau des affaires juridiques devrait aussi préciser la portée des *décisions* et *résolutions* du nouveau GENUNG, notamment au regard des 211 résolutions des 11 Conférences, c'est-à-dire de préciser si, et le cas échéant à quelles conditions, elles peuvent les amender ou les abroger, comme n'importe quelle précédente décision, explicitement ou implicitement.

Meilleure valorisation des décisions prises

Ces questions juridiques étant clarifiées, il restera à faire des productions du GENUNG de réelles décisions. Les restrictions budgétaires imposées cette année au GENUNG, vont notamment l'amener à réduire la longueur de son rapport final, qui inclut les décisions prises. Cela doit évidemment se faire sans rien sacrifier des véritables décisions, qui seront d'autant mieux mises en valeur que sera plus concentrée l'expression de la partie du rapport qui n'en comprend pas, telles que les réitérations de décisions antérieures ou les remerciements aux organisateurs.

Pour la même raison, le nombre de décisions soumises à l'approbation finale de l'ECOSOC doit être limité, même si doit y figurer au moins la décision de convoquer la session suivante.

6. Plan stratégique et enjeux d'avenir

Les Nations unies fêtent leur 80^e anniversaire et entreprennent à cette occasion de refonder leurs priorités. Notre propre Plan stratégique 2021-2029 est au milieu de son parcours, et son terme a été choisi pour coïncider avec l'horizon 2030 des Objectifs de développement durable.

Le moment est donc favorable pour faire porter notre regard au-delà de ce terme, et pour réfléchir aux défis nouveaux que nous pouvons aider notre monde à affronter. Certains sont physiquement vitaux, comme le changement climatique, déjà pris en compte dans les Objectifs de développement durable mais dont on mesure mieux aujourd'hui l'ampleur et la rapidité. D'autres sont moralement ambivalents, comme les avancées spectaculaires de l'intelligence artificielle, qui ouvrent des perspectives séduisantes de progrès technique, mais exposent aussi à des tentations inquiétantes de transhumanisme. D'autres encore sont politiquement subversifs, comme la brutalité, l'égoïsme, l'obscurantisme, pour une organisation fondée sur des buts de paix, de développement, de coopération, de respect, de liberté, de culture.

Face à des enjeux aussi fondamentaux, la normalisation des noms géographiques ne peut certes pas être décisive, mais sa contribution n'est pas vaine non plus. D'abord, aucune contribution ne peut être négligée face à de tels défis. Mais surtout, l'appréhension de ces défis exige de mobiliser toutes les ressources de l'intelligence et du savoir humains. Même si les Nations unies venaient à cesser « d'être un centre où s'harmonisent les efforts des nations », elles joueraient encore un rôle essentiel pour l'humanité tant qu'elles restent un forum où des experts du monde entier peuvent discuter librement pour établir ne serait-ce qu'un langage commun à leurs dirigeants.

Quant à lui, le GENUNG a érigé en principe de « tenir compte des progrès scientifiques réalisés en linguistique et dans les techniques de traitement et de production de données toponymiques » (Règlement intérieur, II, 4, a). Il se réunit cette année pour « faire progresser la normalisation des noms géographiques par des solutions inclusives, culturellement informées et fondées sur des données probantes pour soutenir le développement durable. » Cette ambition modeste est d'une criante actualité.

7. Point à discuter

Le Groupe d'experts est invité :

- à commenter et à discuter les opinions, appréciations et recommandations exprimées par le Président dans son rapport ;
- à adopter le projet de décision suivant :

Le Groupe d'experts prie de Bureau des affaires juridiques de bien vouloir :

- valider la conformité au Règlement intérieur du Groupe d'experts d'une distinction :
 - o qui réserverait l'appellation de *décision* à celles qui sont soumises pour approbation finale à l'ECOSOC et qui ont valeur de recommandations pour les États membres, conformément au principe 2, ou qui ont valeur de décisions de l'ECOSOC au sujet du Groupe d'experts,
 - o qui dénommerait les autres textes, selon leur nature et leur portée, *résolutions* (pour celles que le Groupe d'experts entend mettre en œuvre lui-même), *déclarations* (pour celles qui explicitent des situations ou des sentiments) ou toute autre appellation appropriée ;
- préciser la portée des *décisions* et *résolutions* du nouveau Groupe d'experts, notamment au regard des 211 résolutions des 11 Conférences des Nations unies sur la normalisation des noms géographiques, c'est-à-dire de préciser si, et le cas échéant à quelles conditions, elles peuvent les amender ou les abroger, comme n'importe quelle précédente décision, explicitement ou implicitement.

1. Fundamental principles and guidelines of UNGEGN

Rules of procedure

UNGEGN was recast in 2017 on 7 ‘aims, 4 ‘principles’ and 10 ‘objectives’, adopted by the Economic and Social Council of the United Nations in the 2018 Rules of Procedure. These aims and principles are very different in nature. Most deal with UNGEGN procedures and the organization of the standardization of geographical names. Two of them place the 211 ‘resolutions adopted by the former Conferences’ over fifty-eight years and those of ‘the new UNGEGN’ on the same level (I, f; III, b; see also Rule 1, paragraph 2).

Only one (I, g) deals with the conceptual bases of the standardization of geographical names: it assigns to UNGEGN the ‘aim’ of ‘emphasizing, in accordance with the Charter of the United Nations, respect for equality among languages and the significance of geographical names as part of the historical and cultural heritage and identity of nations’. In particular, this paragraph provides an official and clear response to the question sometimes raised here and there about the exclusion of a particular category of geographical names from the cultural heritage.

United Nations Charter

This paragraph also refers to the United Nations Charter. The latter only deals with languages in order to exclude any discrimination based on them (articles 1, 13, 55 and 76), which heralded the proclamation of equality between them as early as 1945. It does not refer to geographical names, heritage, history or the identity of nations, but to ‘culture’ as an area of international cooperation (articles 13, 55, 57 and 62), and to particular ‘cultures’ as objects of respect (article 73). The invocation of the United Nations Charter in relation to geographical names can therefore only refer to these notions of culture or to the general ‘purposes’ of the United Nations, which are worth recalling (Article 1):

1. ‘To maintain international peace and security [...];
2. ‘To develop friendly relations among nations based on respect for the principle of equal rights and self-determination of peoples, and to take other appropriate measures to strengthen universal peace;
3. ‘To achieve international co-operation in solving international problems of an economic, social, cultural or humanitarian character, and in promoting and encouraging respect for human rights and for fundamental freedoms for all without distinction as to race, sex, language or religion;
4. ‘To be a centre for harmonizing the actions of nations in the attainment of these common ends.’

In the light of these aims, the standardisation of geographical names can claim to be important for operational cooperation and to contribute to the establishment of conditions for peace: it must contribute to the rights of peoples over both their own names and their own languages.

ECOSOC priorities and Sustainable Development Goals

UNGEGN reports regularly to ECOSOC, mainly on two annual occasions: the High-Level Political Forum in the summer, to which UNGEGN contributes in writing, and the Coordination Segment in the spring, to which it usually contributes orally. UNGEGN always recalls the challenges of geographical names in relation to these general goals of the United Nations, before presenting some concrete achievements, all in connection with the annual theme of ECOSOC, which stems from the 2030 Sustainable Development Goals. Among these goals, UNGEGN regularly refers to target 11.4, ‘Strengthen efforts to protect and safeguard the world’s cultural and natural heritage’, and goal 17, ‘Strengthen the means of implementation and revitalize the global partnership for sustainable development’.

2. Protection and preservation of toponymic heritage

The heritage value of geographical names therefore appears to be fundamental for UNGEGN, and decisions are to be presented at the 2025 session on two related subjects.

New decision on exonyms

Two decisions from the last two UNGEGN sessions confirmed the ‘acknowledgement of exonyms as part of the cultural heritage’ and the need ‘to issue a recommendation’ ‘that reconciles the current resolutions on exonyms’ with this acknowledgement (2021/12 and 2023/16). The affirmation of this need obviously implies the affirmation of the incompatibility between these resolutions and the heritage character of exonyms; it therefore implies confirming, specifying or supplementing the restrictions already imposed, on the one hand on these resolutions (1972/II/31, 1977/III/19, 1982/IV/20), and on the other hand on the heritage character of geographical names (2012/X/3). The Working Group on Exonyms has ‘continued further discussions towards achieving this’ (2023/16).

Working Group on Geographical Names as Cultural Heritage

At the same time, the Bureau has endeavoured to revitalise the Working Group on Geographical Names as Cultural Heritage. Cooperation between this Working Group and the Working Group on Exonyms remains necessary, in particular to ‘discuss the different functions of endonyms and exonyms and as parts of a distinctive cultural heritage’ (2021/12).

A mobilising project has been identified with UNESCO on the geographical names of the Arctic, many of which are based on oral languages only and are also threatened by climate change.

3. Partnerships for the standardization of geographical names

At institutional level, UNGEGN cooperates with several UN bodies.

UN General Secretariat

Geographical Services

There is a long-standing and ongoing relationship with the Geospatial Information Section, for the revision of the World Geographical Names Database.

Language services

An initial meeting with the Documentation Division and the Interpretation Service was held in April 2025 to present UNGEGN, its recommendations for country names and exonyms, and its expectations for translation and interpretation. It was agreed to hold a future meeting a few months before each session.

UN-GGIM

Identification of good national practices

The UN-GGIM Integrated Geospatial Information Framework encourages national geographical institutes to involve national place-name standardisation authorities in their processes. In 2022, our Group of Experts proposed to the UN-GGIM that we work together to identify and promote good practices in this area. This collaborative project was effectively launched in 2024 under Indonesian and American leadership, and a questionnaire was circulated in March 2025. Initial conclusions are expected before the August 2025 session of the UN-GGIM.

Unique identifier for cities

The Working Group on Geographical Names Data Management has also worked with the UN-GGIM on the draft unique identifier for cities, which will be proposed for adoption at the sessions of the two bodies this year.

UNESCO and the United Nations Permanent Forum on Indigenous Issues

Relations with UNESCO were significantly strengthened during the International Decade of Indigenous Languages (2022-2032), which led to participation in events organised within this framework and a meeting of the Global Task Force to get to know us better.

These events also led to relations with the United Nations Permanent Forum on Indigenous Issues.

Economic Commission for Africa

Cooperation with the Economic Commission for Africa has not resulted in any concrete action since 2023, due to the absence of a Task Team for Africa coordinator since then. A proposal for the appointment of a new coordinator is to be made at the 2025 session.

4. Specific activities of UNGEGN bodies

One of the principles of UNGEGN is that ‘international standardization of geographical names must be carried out on the basis of national standardization’ (Rules of Procedure, II, 4, b). It is therefore appropriate to present the activities of UNGEGN, starting with the linguistic or geographical divisions.

Linguistic or Geographical Divisions

Since 2021, the language or geographical divisions have been invited to videoconferences with the Bureau twice a year. Most of them actually take part. With the exception of the last meeting, which was devoted to preparations for the current session, these meetings provide an opportunity:

- to exchange views freely on the activities of each member and to share the achievements of some members, which may inspire the projects of others;
- for the Bureau, to reiterate the guidelines agreed jointly during the sessions and to call on everyone to contribute to them.

Working Groups and Coordinators

The Working Groups were reorganised in 2023, following on from the ECOSOC audit of its subsidiary bodies in 2022. The new perimeters of those that have been modified have been put in place without any organisational difficulties.

However, it is still necessary to ensure that the organisation is well adapted to the issues at stake and to the resources available to deal with them. The Bureau endeavours to support or encourage the experts concerned as and when required.

Bureau and Secretariat

The Bureau elected for four years in 2023 differed from the previous one only in that Trent Palmer (United States) was replaced by Ana Cristina Resende (Brazil) as Rapporteur. Since then, Susan Birtles (Australia) has had to step down from the Vice-Chair, and I have had to decide on her replacement in accordance with our Rules of Procedure, taking into account a certain geographical representativeness of the Bureau, and subject to confirmation by the present session. She has therefore been replaced as such by Wendy Shaw (New Zealand), previously Rapporteur, who in turn has been replaced as such by Majdi Hamed Al-Harbi (Saudi Arabia):

	2021 – 2023	2023 – 2025
Chair:	Pierre Jaillard (France)	Pierre Jaillard (France)
Vice-Chairs:	Sungjae Choo (Republic of Korea) Susan Birtles (Australia)	Sungjae Choo (Republic of Korea) Susan Birtles (Australia), puis Wendy Shaw (New Zealand)
Rapporteurs :	Trent Palmer (U.S.A.) Wendy Shaw (New Zealand)	Wendy Shaw (New Zealand), puis Majdi Hamed Al-Harbi (Saudi Arabia) Ana Cristina Resende (Brazil)

The Bureau has met around fifteen times since the 2023 session, alternately on its own or with the Working Group Convenors, Coordinators and past Chairs. All the participants have demonstrated a sustained commitment to UNGEGN, and the UNGEGN Secretariat within the United Nations Secretariat provides them with constant and professional support.

5. Decision-oriented working methods

The 2023 session revealed deep misunderstandings, which need to be clarified, regarding the institutional environment and specific competences of the UNGEGN created by ECOSOC Resolution 2018/2, compared to those of the former UNGEGN and the former United Nations Conferences on the Standardization of Geographical Names.

Nature and scope of UNGEGN decisions

Adoption process

The Rules of Procedure provide for two processes for UNGEGN decision-making, apart from decisions by the President:

- provisions on ‘procedural matters’, that should be ‘decided by consensus’ but may be ‘reached [...] by voting’ ‘in the absence of a consensus’ (principle 1 and rule 25, 2);
- provisions on ‘non-procedural matters’, that are ‘of a recommendatory character’, ‘shall be reached by consensus’, and must ‘be deferred for reworking and resubmission’ ‘in the absence of a consensus’ (principles 1 and 2, and rule 25, 1).

Principle 2 also states that ‘the decisions of the Groupe of Experts shall be submitted as recommendations to the ECOSOC for final endorsement’. But rule 49 specifies that ‘no amendment [to the Rules of Procedure] shall become effective until it has been approved by the ECOSOC’, which implies that other provisions can take effect without this final approval.

Names of texts

The Rules of Procedure use several terms without defining them precisely: *decisions* (II, 2; rules 14, 27 and 49), *resolutions* (I, f; III, b), *recommendations* (rule 5). In practice, the Group of Experts has so far referred as:

- *recommendations* to its major draft decisions, submitted to the ECOSOC for final endorsement, because it ‘recommended’ that ECOSOC approve them, such as those covered by rule 5;
- *decisions* to its texts of lesser importance.

But these designations in themselves express an inverted hierarchy, and they clearly lead to serious confusion. What's more, they contradict principle 2, since it is not *decisions* but *recommendations* that are ‘submitted to the ECOSOC for final endorsement’.

An attempt in 2025, with the Secretariat (Department of Economic and Social Affairs and Department of General Assembly and Conference Management) and with the Bureau, to clarify and simplify the names of UNGEGN decisions failed for lack of the formalisation expected from the Secretariat, and must be abandoned.

It is therefore proposed that UNGEGN refer the matter to the Office of Legal Affairs with a view to validating a distinction:

- that would reserve the appellation of *decision* for those which are submitted to the ECOSOC for final endorsement and which have the value of recommendations for Member States, in accordance with principle 2, or of decisions of ECOSOC concerning UNGEGN;
- that would call the other texts, according to their nature and scope, *resolutions* (for those which UNGEGN intends to implement itself), *declarations* (for those which explain situations or feelings) or any other appropriate appellation.

Legal scope

On this occasion, the Office of Legal Affairs should also clarify the scope of the decisions and resolutions of the new UNGEGN, particularly with regard to the 211 resolutions of the 11 Conferences, i.e. to specify whether, and if so under what conditions, they can amend or repeal them, like any previous decision, explicitly or implicitly.

Better recognition of decisions taken

Once these legal issues have been clarified, it remains to turn UNGEGN's productions into real decisions. The budget restrictions imposed on UNGEGN this year will lead it to reduce the length of its final report,

which includes the decisions taken. This must obviously be done without sacrificing any of the real decisions, which will be better highlighted by concentrating on expressing the part of the report that does not include them, such as reiterating previous decisions or thanking the organisers.

For the same reason, the number of decisions submitted to ECOSOC for final approval should be limited, even if at least the decision to convene the next session should be included.

6. Strategic plan and future challenges

The United Nations is celebrating its 80th anniversary and is taking this opportunity to refocus its priorities. Our own Strategic Plan 2021-2029 is in the middle of its journey, and its term has been chosen to coincide with the 2030 horizon of the Sustainable Development Goals.

It's a good time, then, to look beyond this term and think about the new challenges we can help our world to face. Some of these are physically vital, such as climate change, which has already been taken into account in the Sustainable Development Goals, but whose scale and speed are now becoming clearer. Others are morally ambivalent, such as the spectacular advances in artificial intelligence, which open up exciting prospects for technical progress, but also expose us to worrying temptations of transhumanism. Others are politically subversive, such as brutality, selfishness, obscurantism, for an organisation based on the goals of peace, development, cooperation, respect, freedom, culture.

In the face of such fundamental challenges, the standardisation of geographical names certainly can certainly not be decisive, but its contribution is not in vain either. Firstly, no contribution can be neglected in the face of such challenges. But above all, tackling these challenges requires mobilising all the resources of human intelligence and knowledge. Even if the United Nations were to cease 'to be a centre for harmonizing the actions of nations', it would still play an essential role for humanity as long as it remains a forum where experts from all over the world can discuss freely to establish at least a common language for their leaders. For its part, UNGEGN has made it a principle that its work 'must be based on the achievements of science in relation to both language treatment and the technical means of processing and generating toponymic data' (Rules of Procedure, II, 4, a). It is meeting this year to 'advance geographical names standardization through inclusive, culturally-informed and evidence-based solutions to support sustainable development.' This modest ambition is glaringly topical.

7. Point for discussion

The Group of Experts is invited:

- to comment on and discuss the opinions, assessments and recommendations expressed by the Chair in his report;
- to adopt the following draft decision.

The Group of Experts kindly asks the Office of Legal Affairs:

- to validate the conformity with the Rules of Procedure of the Group of Experts of a distinction:
 - o that would reserve the appellation of *decision* for those which are submitted to the ECOSOC for final endorsement and which have the value of recommendations for Member States, in accordance with principle 2, or of decisions of ECOSOC concerning the Group of Experts,
 - o that would call the other texts, according to their nature and scope, *resolutions* (for those which the Group of Experts intends to implement itself), *declarations* (for those which explain situations or feelings) or any other appropriate appellation;
- to clarify the scope of the *decisions* and *resolutions* of the new Group of Experts, particularly with regard to the 211 resolutions of the 11 United Nations Conferences on the Standardization of Geographical Names, i.e. to specify whether, and if so under what conditions, they can amend or repeal them, like any previous decision, explicitly or implicitly.